



PREFET DU TARN

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 2013/0136

**16 JAN. 2017**

**Arrêté de mise en demeure du**  
**à l'encontre de la société BRIANE ENVIRONNEMENT de respecter des**  
**prescriptions concernant l'exploitation de l'installation de transit de DIB**  
**et de traitement de verre située sur le territoire de la commune de Saint-Juéry**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 donnant délégation de signature à M. Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 autorisant la SA BRIANE ENVIRONNEMENT à exploiter une installation de transit de déchets industriels banals et une installation de valorisation de verre usagé sur le territoire de la commune de Saint Juéry ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 janvier 2017 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 15 décembre 2016, transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 janvier 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 15 décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- les aires de circulation et de stationnement à l'intérieur et à l'extérieur du site et les sols sous l'installation 1 sont fortement empoussiérés et par conséquent ne sont pas convenablement nettoyés comme le prévoit l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015,
- les équipements nécessaires à la collecte des eaux pluviales (réseaux), à leur stockage (bassins) et à leur traitement (unité de traitement) avant rejet dans le milieu naturel, mentionnés aux articles 3.3.2 et 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015, n'ont pas été mis en place, alors qu'ils auraient dû l'être avant le 10 janvier 2016,
- les aménagements suivants prévus à l'article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 n'ont pas été réalisés alors qu'ils auraient dû l'être avant le 10 octobre 2016 ;
  - mise en place d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie,
  - imperméabilisation de la parcelle 144,

- réfection des surfaces le nécessitant (surfaces dégradées),
- contrairement aux dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté du 10 avril 2015, les aires de stockage des différentes catégories de déchets ne sont pas suffisamment distinctes, ni repérées. Certaines de ces zones sont saturées et débordent sur les aires voisines ;

**Considérant** qu'en l'absence des équipements de collecte et de traitement des eaux pluviales :

- les rejets d'eaux dans le milieu naturel ne respectent pas les seuils fixés à l'article 3.3.7 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015,
- ces eaux ne peuvent pas être utilisées pour le lavage du verre ménager ce qui ne permet pas de limiter la consommation d'eau prélevée dans le milieu naturel ;

**Considérant** qu'en l'absence d'imperméabilisation satisfaisante des surfaces, les eaux de pluie souillées s'infiltrant dans le sol, ce qui est susceptible de conduire à la dégradation des eaux souterraines ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.1.4, 3.3.2, 3.3.3, 6.4.1 et 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BRIANE ENVIRONNEMENT de respecter les prescriptions susvisées de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

### **ARRÊTE**

#### **Art. 1 :**

La société BRIANE ENVIRONNEMENT exploitant une installation de transit de déchets industriels banals et une installation de valorisation de verre usagé sur le territoire de la commune de Saint Juéry est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions des articles 2.1.4 et 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015,

- en procédant à un nettoyage minutieux des aires de circulation, de stationnement et de travail, à l'intérieur et à l'extérieur de son site,
- en réalisant des zones de stockage des différentes catégories de déchets bien distinctes et bien délimitées et en évacuant régulièrement les déchets pour éviter le débordement et les mélanges.

#### **Art. 2 :**

La société BRIANE ENVIRONNEMENT est mise en demeure, au plus tard le 30 juin 2017, de respecter les dispositions des articles 3.3.2, 3.3.3 et 6.4.1 en :

- réalisant les travaux et les aménagements relatifs à la collecte des eaux (réseaux), leur stockage (bassins de rétention de 610 et 215 m<sup>3</sup>) et leur traitement (unité de traitement),
- réalisant le bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie de 450 m<sup>3</sup>,
- procédant à l'imperméabilisation de la parcelle n°144,
- procédant à la réfection de l'étanchéité de toutes les surfaces le nécessitant.

**Art. 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Art. 4 :**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Art. 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le maire de SAINT JUERY, l'exploitant et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Albi, le 06 JAN. 2017

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Laurent GANDRA-MORENO